

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

DOCUMENTS  
INDEX UNIT



Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/141  
5 novembre 1951  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

29 FEB 1952

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES  
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

A. Introduction

1. Au cours de sa deuxième session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a invité le Secrétaire général notamment <sup>1/</sup>:

"... à fournir aux membres de la Sous-Commission tous renseignements pertinents sur les travaux de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées qui se rapportent au domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, dès qu'il possèdera ces renseignements."

Le présent mémorandum comprend les renseignements pertinents concernant l'activité de l'Organisation internationale du Travail depuis la rédaction du document intitulé "Activité de l'Organisation internationale du Travail dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités", établi par le Bureau international du Travail et publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/93, en date du 12 janvier 1950.

<sup>1/</sup> Résolution B, Rapport de la Sous-Commission sur les travaux de sa deuxième session (document E/CN.4/351, paragraphe 15).

B. Adoption d'une convention et d'une recommandation complémentaire concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale

2. La Conférence internationale du Travail avait, en 1950, procédé à un premier examen de la question de l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale. A sa trente-quatrième session, en juin 1951, elle s'est prononcée de façon définitive sur l'adoption de règlements internationaux à ce sujet. La Conférence, par 105 voix contre 33, avec 40 abstentions, a adopté une Convention prévoyant, en termes généraux, la mise en oeuvre du principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale. Elle a également adopté par 146 voix contre 18, avec 19 abstentions, une recommandation complémentaire sur les méthodes d'application.

3. La Convention, telle qu'elle a été adoptée, groupe les clauses essentielles en 4 articles :

1. L'article 1 définit le terme "rémunération" et l'expression "égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale". Le terme "rémunération" comprend "le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum, et tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier". La deuxième expression se réfère aux taux de rémunération fixés "sans discrimination fondée sur le sexe".
2. L'article 2 dispose que "chaque Membre devra, par des moyens adaptés aux méthodes en vigueur pour la fixation des taux de rémunération, encourager et, dans la mesure où ceci est compatible avec lesdites méthodes, assurer l'application à tous les travailleurs du principe de l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale". L'article dispose ensuite que ce principe pourra être appliqué au moyen : a) soit de la législation nationale; b) soit de tout système de fixation de la rémunération établi ou reconnu par la législation; c) soit de conventions collectives passées entre employeurs et travailleurs; d) soit d'une combinaison de ces divers moyens".

3. L'article 3 stipule que "lorsque de telles mesures seront de nature à faciliter l'application de la présente convention, des mesures seront prises pour encourager l'évaluation objective des emplois sur la base des travaux qu'ils comportent. Les méthodes à suivre pour cette évaluation pourront faire l'objet de décisions, soit de la part des autorités compétentes en ce qui concerne la fixation des taux de rémunération, soit, si les taux de rémunération sont fixés en vertu de conventions collectives, de la part des parties à ces conventions."

Les différences entre les taux de rémunération qui correspondent, sans considération de sexe, aux différences ainsi déterminées entre les travaux à effectuer, ne devront pas être considérées comme contraires au principe.

4. L'article 4 dispose ensuite que chaque Membre collaborera, de la manière qui conviendra, avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, en vue de donner effet aux dispositions de la convention.

Viennent ensuite dix articles ou clauses dites finales qui portent sur les questions de ratification, sur les déclarations à communiquer au Bureau international du Travail et sur l'examen périodique de l'application de la convention; ces articles sont tous rédigés sur le modèle des clauses des conventions récentes de l'OIT.

4. La recommandation adoptée par la Conférence expose de façon assez détaillée les méthodes qui faciliteraient l'application du principe. Reconnaisant qu'une application progressive pourrait être nécessaire, la Conférence a indiqué, dans la recommandation, les étapes qu'il conviendrait de suivre : par exemple, appliquer le principe en premier lieu aux employés de l'Administration publique centrale, l'étendre ensuite aux entreprises soumises à un contrôle d'une autorité publique et enfin, le cas échéant, prévoir des dispositions légales en vue d'une application générale. Elle a précisé les méthodes permettant d'évaluer objectivement le travail à effectuer. En dernier lieu, elle a préconisé diverses mesures destinées à faciliter l'application du principe; elle a notamment recommandé d'assurer aux travailleurs des deux sexes des facilités égales ou équivalentes en matière d'orientation et de formation professionnelles et de placement; de faire bénéficier les femmes, notamment celles qui ont des charges familiales, de services sociaux financés grâce à des fonds constitués dans l'intérêt de tous les travailleurs sans considération de sexe; et d'encourager l'égalité des hommes et des femmes quant à l'accès aux diverses professions et fonctions.

Sécurité sociale

5. La Commission de la Sécurité sociale de la 34ème Conférence internationale du Travail a inséré dans ses "Conclusions proposées sur la norme minimum de sécurité sociale" - qui doivent servir de base à une convention qui sera adoptée à la 35ème Conférence internationale du Travail - une clause prévoyant que les personnes qui ne sont pas des ressortissants du Membre sur le territoire duquel elles ont leur résidence habituelle doivent recevoir le même traitement que les ressortissants qui résident sur ce territoire. La 34ème Conférence internationale du Travail a adopté les conclusions proposées.

.....

Dans la documentation soumise l'année dernière, il y aurait eu lieu de faire état du paragraphe suivant de la Recommandation de 1948 concernant le service de l'emploi :

"Le service de l'emploi devrait ..... en dirigeant les travailleurs vers des emplois, s'abstenir d'appliquer lui-même, aux demandeurs d'emploi, des mesures discriminatoires fondées sur des considérations de race, de couleur, de sexe ou de croyance."

-----